

**GUILLAUME DIETSCH
JEAN-BAPTISTE GUÉGAN**

**LA
FRANCE
N'EST PAS UN
PAYS DE
SPORT ?**

Ce que le sport dit de notre société

DBS

GUILLAUME DIETSCH
ET
JEAN-BAPTISTE GUÉGAN

LA **FRANCE**
N'EST PAS UN PAYS
DE **SPORT ?**

CE QUE LE SPORT DIT
DE NOTRE SOCIÉTÉ

© De Boeck Supérieur s.a., 2025
Rue du Bosquet, 7, B-1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale, Paris : septembre 2025

ISBN : 978-2-8073-6882-8

Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2025/13647/153

Remerciements

À mes enfants, source de joie et de motivation, à ma compagne pour son indéfectible soutien, à mon frère pour son écoute et à mes parents pour tout ce qu'ils m'ont transmis.

À Jean-Baptiste pour son enthousiasme et sa confiance.

À mes étudiants, mes collègues et mes amis, qui sont mon quotidien et me permettent de le rendre agréable et vivant.

Guillaume Dietsch

À ma femme et à ma fille, sans vous, rien ne serait possible.

À Guillaume qui m'a permis d'écrire d'une manière tellement facile et agréable sur la France du sport.

À Fabrice pour sa confiance et à tous ceux qui œuvrent au quotidien pour que les actes l'emportent sur la communication et l'impuissance.

À mes étudiants, à mes collègues et à mes amis de France et d'ailleurs qui nous obligent à penser autrement.

Jean-Baptiste Guégan

INTRODUCTION : LE SPORT, UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE

« La France n'est pas un pays de sport ». C'est une phrase que l'on entend trop souvent. Les champions olympiques Florent Manaudou et Teddy Riner s'en sont même émus à l'approche des Jeux. Pourtant, la réalité est différente. La France est la 5^e puissance olympique de l'histoire et aux Jeux de Tokyo 2020-2021, elle était la première puissance sportive en sports collectifs devant les États-Unis. Première nation footballistique mondiale en termes de performances au XXI^e siècle, elle vient de remporter une nouvelle Ligue des champions avec le PSG de Luis Enrique. Elle est aussi le pays qui a organisé le plus d'événements sportifs internationaux depuis la fin des années 1990. Elle ne s'arrête pas là. Elle forme des talents comme Violette Dorange et exporte ses champions : de Léon Marchand à Kylian Mbappé ou Victor Wembanyama. Et surtout, elle va organiser coup sur coup deux olympiades en six ans entre Paris 2024 et les Jeux d'hiver 2030 promis aux Alpes françaises. Après avoir organisé l'Euro en 2016 et deux Coupes du monde de rugby, la France a son mot à dire sur la scène sportive internationale. Elle sait accueillir le monde et là encore, on le dit trop peu.

Cette tension entre un sport qui se regarde et un sport qui se pratique est aujourd'hui devenue essentielle pour comprendre notre pays. C'est même un débat passionné qui traduit « une certaine idée de la France » et de la place que le sport y occupe, pour paraphraser le général de Gaulle.

Pour nous, Français, le pays doit briller par ses résultats sportifs et ses médailles. C'est un marqueur de sa puissance, un moyen de tenir son rang et une condition pour y parvenir. Car le sport n'est pas qu'un terrain de jeu, c'est aussi un instrument géopolitique, un moyen d'exercer le pouvoir et d'exprimer ce que nous sommes. L'ancien haut-commissaire aux sports du général, Maurice Herzog, ne disait pas autre chose. « Un pays doit être grand par la qualité de sa jeunesse et on ne saurait concevoir cette jeunesse sans un idéal sportif. Si la France brille à l'étranger par ses penseurs, ses savants, ses artistes, elle doit aussi rayonner par ses sportifs ».

La France a une responsabilité unique dans l'histoire globale du sport. Elle est un des berceaux de l'olympisme et du sport mondial. C'est à Paris qu'ont été fondés le CIO et la FIFA. C'est à des Français que l'on doit les Jeux olympiques, la Coupe du monde de football et les Coupes d'Europe. La France a une longue tradition sportive qui se matérialise aussi par les événements sportifs qu'elle a créés ou accueillis. Le Tour de France de cyclisme, le tournoi de tennis de Roland-Garros ou le Vendée Globe en sont les meilleurs exemples.

Ce qui fonctionne à l'échelle internationale vaut aussi à l'échelle du pays. Le sport est un marqueur culturel de nos évolutions sociétales, le visage de ce que nous sommes et devenons. Le sport est un élément important de notre culture populaire et son rôle est visible à toutes les échelles.

Et là encore, notre pays se distingue avec une approche originale, unique avec l'Éducation physique et sportive (EPS). Le système éducatif français accorde en effet une large place à l'EPS et au sport scolaire. Cette exception française cache pourtant un manque de reconnaissance de la culture du sport dans le pays des Lumières. Le sport à l'école subit encore le mépris social d'une certaine élite et une méconnaissance générale : celle de son importance sociale.

Son impact reste ainsi négligé et relativement sous-estimé en France. Les controverses et les déviances – les violences sexistes et sexuelles, le dopage, le racisme – masquent trop souvent les promesses offertes par le sport et son poids en termes d'inclusion et d'intégration. Pour faire nation, son apport est décisif, essentiel. Son potentiel se révèle pourtant en trompe-l'œil. La médiatisation de certains sportifs et de certaines sportives limite paradoxalement sa compréhension. Elle écrase la reconnaissance de ses apports à l'échelle des quartiers, des villages et de l'ensemble des territoires. Si Kylian Mbappé ou Léon Marchand captivent les foules, les bénévoles qui animent les clubs locaux restent dans l'ombre, malgré leur rôle fondamental dans la vie quotidienne de millions de Français.

Dans un contexte économique compliqué et incertain où les dotations budgétaires s'effondrent, le modèle sportif français est à bout de souffle. Il doit être repensé. De sa gouvernance à son instrumentalisation politique, l'après-2024 a montré que nos décideurs n'étaient pas à la hauteur de nos sportifs et de nos bénévoles. Selon les chiffres 2025 de l'ANDES¹, 43 %

1 Communiqué de presse de l'ANDES (Association nationale des élus en charge du sport) du 7 mai 2025, Baromètre ANDES des subventions publiques locales aux clubs sportifs : « Des signaux inquiétants de décélération budgétaire ».

des collectivités ont annoncé une diminution de leur budget dédié au sport, la moitié a décidé de réduire ses investissements en matière d'infrastructures et un tiers a réduit les effectifs consacrés au sport.

L'ambition sera ainsi d'offrir une vision prospective et sans *a priori* de l'avenir du sport français. Avec comme objectif de placer en son centre les enjeux de société que porte le sport, à commencer par son impact politique et social. L'occasion sera ainsi de mettre l'accent sur deux dimensions. Il sera temps de se demander ce que la France a à offrir au modèle sportif de demain. Et plus encore, de réfléchir à la contribution du sport dans la construction de la société française et de la France de la prochaine décennie.

Le futur du sport à la française ne peut pas non plus faire l'économie de la question sociale et environnementale. La pratique du sport en 2030 doit changer.

Le sport, comme toute activité humaine, est interrogé sur sa capacité à réduire son impact sur l'environnement, la biodiversité et le climat. En matière de développement durable, le mouvement sportif est invité à mieux prendre en compte les impératifs climatiques dans l'organisation de ses activités. Les enjeux écologiques et sociaux exigent de repenser le modèle du sport spectacle et plus largement, le rapport au corps et à la nature.

Pourtant, la nécessaire « bifurcation écologique » tarde à se mettre en place. À l'échelle nationale, est-il possible de concilier le développement économique d'une structure sportive et l'objectif de sauvegarde de l'environnement ? Les acteurs politiques et sportifs peuvent-ils encore faire l'économie des préoccupations des jeunes, de leur conscience écologique ?

Le sport est-il prêt à faire sa révolution et s'engager dans un monde nouveau ? Le sport est-il prêt à changer

pour survivre ? Peut-il devenir un moteur de transformation écologique et sociale ou est-il condamné à n'être qu'un instrument de communication ?

Le dérèglement climatique n'épargnera pas la pratique d'activités physiques et sportives. La plupart des événements sportifs et des lieux de pratique seront alors totalement désorganisés, avec des courses à reprogrammer voire à annuler, des sites de pratique en littoral à relocaliser, des stations de montagne à fermer ou à adapter, des salles de sport à ajuster ou encore des terrains de sport tout simplement inexploitable. Les activités sportives telles que nous les connaissons aujourd'hui devront être repensées ou disparaître.

Les Jeux olympiques d'hiver qui se déroulent dans les Alpes en 2030 constituent une opportunité de faire entrer le sport français dans une autre ère. Le défi est conséquent et pour l'heure, l'ensemble des acteurs ne semble pas en avoir pris conscience. Car ce sont bien nos habitudes de pratique et nos styles de vie qu'il va falloir modifier si l'on souhaite inscrire le sport dans une logique de durabilité. Pour l'heure, le concept des Jeux de 2030 renvoie plus à Albertville 1992 et au siècle passé qu'aux enjeux du XXI^e siècle. Les sports d'hiver sont restés prisonniers d'un modèle qui date du plan neige de 1964 et des logiques d'un « or blanc » condamné à moyen terme. À l'heure où les Jeux d'hiver offrent l'opportunité de repenser les rapports entre sport et montagne, le sport français et le CIO ont choisi de temporiser et de ne rien changer.

L'impact négatif des pratiques sportives sur le réchauffement climatique a pourtant été démontré, ce que reconnaît le CIO lui-même par la voix de Thomas

Bach, son ancien président² – et cela concerne aussi, pour une large part, le sport amateur. Car le sport professionnel n'est pas le seul à devoir se repenser, le sport amateur et fédéral doit accepter les ruptures qui s'imposent à nous.

Face à la montée de l'extrême droite et au péril des dangers communautaires, le sport est aussi en première ligne. Les acteurs – associatifs ou institutionnels – du pays des droits de l'Homme sont confrontés à un immense défi : celui de s'engager et d'ouvrir par le sport, une nouvelle voie pour (re)faire société et faire dialoguer les différentes composantes et populations qui font et feront la France.

Dans une France vieillissante, confrontée aux défis de l'inclusion et soumise au dérèglement climatique, il faut donner des clefs pour comprendre ce que représente le sport en France et contribuer à ce qu'il soit considéré à sa juste importance. Comme un fait social et politique majeur.

2 Selon le CIO, 15 comités nationaux olympiques (CNO) répartis sur trois continents disposent actuellement d'au moins 80 % des installations requises. Dix « ont soit accueilli les Jeux récemment, soit sont intéressés par leur accueil à l'avenir ». La France fait partie de ces pays, comme la Suisse ou les États-Unis. Sur ces 15 pays, 5 « ne présenteront plus la fiabilité climatique nécessaire d'ici 2040 ». Thomas Bach a ainsi annoncé que l'attribution des éditions 2030 et 2034 serait faite pour laisser du temps à l'organisation olympique d'imaginer un nouveau modèle, à partir de 2038 au travers d'un « système de rotation » entre ville-hôtes accompagné d'une réflexion majeure sur les épreuves de neige et sur glace.

<https://ecolosport.fr/blog/2023/10/16/le-cio-alerte-seuls-10-pays-pourront-accueillir-les-jeux-dhiver-dici-2040/>



PARTIE 1

LES
RÉALITÉS
DU **SPORT**
FRANÇAIS
ET DE SON
« MODÈLE »

CHAPITRE 1

LA FRANCE ET LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES : HISTOIRE ET RÉALITÉ DES HÉRITAGES

Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 se sont achevés il y a un an dans un souffle d'euphorie. Cérémonie d'ouverture exceptionnelle, exploits mémorables de Léon Marchand en natation ou encore de Pauline Ferrand-Prévot en VTT, ferveur populaire : Paris a réussi son pari organisationnel. Ce rendez-vous planétaire, organisé pour la troisième fois dans la capitale française, s'inscrit dans une longue tradition d'accueil et de participation aux Jeux par la France.

LA FRANCE ET LES JEUX : UNE RELATION HISTORIQUE

Depuis la renaissance des Jeux olympiques modernes par Pierre de Coubertin en 1896, la France joue un rôle central dans le mouvement olympique. Déjà hôte des Jeux d'été en 1900 et 1924, ainsi que de trois éditions des Jeux d'hiver (Chamonix 1924, Grenoble 1968,

Albertville 1992), notre pays a confirmé cette relation privilégiée en accueillant les JOP en 2024.

Paris 2024 a été marqué par une volonté de promouvoir l'excellence sportive tout en insufflant des valeurs d'universalité, de solidarité et de durabilité. Le COJOP, le comité d'organisation des Jeux de Paris a fait le choix de compléter la devise olympique par les valeurs suivantes : « plus festif, plus émouvant, plus inclusif, plus actuel, plus juste » pour ainsi « ouvrir grand les Jeux ». Derrière ces mots, c'est bien la notion d'héritage pour toute une génération qui est espérée et il est vrai que les Jeux de Paris ont marqué les esprits, à la fois par leur organisation spectaculaire et les valeurs qu'ils ont cherché à promouvoir.

L'un des aspects les plus réussis de Paris 2024 a été l'engouement populaire. Les cérémonies d'ouverture et de clôture, organisées le long de la Seine pour la première fois dans l'histoire des Jeux, ont offert un spectacle accessible au grand public. Des millions de spectateurs ont assisté à l'événement, que ce soit en personne ou via des retransmissions massives.

Les Jeux paralympiques ont également bénéficié d'une visibilité accrue, avec des stades pleins pour célébrer des performances sportives impressionnantes. Des figures comme Alexandre Léauté en paracyclisme ou le paratriathlète et porte drapeau Alexis Hanquing ont non seulement porté haut les couleurs de la France, mais aussi sensibilisé le public aux enjeux liés au handicap.

Mais ces réussites, toutes aussi impressionnantes soient-elles, sont-elles à la hauteur des promesses initiales ?

L'héritage dépasse les médailles et les records. Il se joue aussi dans la capacité d'un pays à transformer un événement éphémère en un moteur de changement

durable. Que ce soit en termes de cultures, de pratiques, d'images et d'impacts. Les Jeux représentent une opportunité unique de repenser notre rapport au sport et d'en faire un levier de transformation sociale. Y sommes-nous parvenus ?

Les précédentes éditions françaises montrent que l'héritage des Jeux ne va jamais sans critiques. Les Jeux de Grenoble en 1968, par exemple, ont modernisé la ville mais à un coût économique important. Ceux d'Albertville en 1992, tout en consolidant la position de la France comme leader des sports d'hiver, ont suscité des controverses sur leur impact environnemental. Les leçons du passé ont-elles nourri l'héritage de Paris 2024 et préparé la vision que portent les Jeux d'hiver de 2030 ? C'est une question fondamentale à laquelle il faut répondre.

L'HÉRITAGE AU SERVICE DU CONSENSUS OLYMPIQUE ?

Le terme « héritage » est pour la première fois utilisé à l'occasion de la candidature de Melbourne en 1956. Ce n'est qu'à partir des années 1990 et la candidature de Sydney pour les JO en 2000 que l'héritage social devient la norme avant de s'imposer dans le discours public à l'occasion des Jeux de Londres en 2012.

Pour le mouvement olympique, l'héritage est un moyen de répondre aux interrogations sur la pérennité des grands événements sportifs et au consentement de plus en plus difficile des villes candidates et des populations locales vis-à-vis de ce type de *mega-events*.

Leur acceptabilité sociale et politique est en crise et le concept d'héritage s'impose davantage comme un outil de légitimation. Comme a pu l'écrire Michaël

Attali au sujet des grands événements sportifs internationaux (GESI), l'idée d'héritage est un « moyen de contrer les critiques de plus en plus marquées quant à [leur] gigantisme et [aux] conséquences délétères de [leur] organisation » (Attali, 2024). Désormais, la notion d'« héritage » (*legacy*) est associée à une figure rhétorique centrale du mouvement olympique, elle est instrumentalisée pour justifier les investissements publics dans l'organisation des Jeux.

Le leg devient alors la nouvelle norme institutionnalisée à laquelle doivent se soumettre les prétendants à toute organisation de JOP¹. Pour le CIO, l'héritage a un sens particulier : il « englobe tous les bénéfices tangibles et intangibles à long terme amorcés ou accélérés par l'accueil des Jeux olympiques/de manifestations sportives pour les personnes, les villes/territoires et le Mouvement olympique »².

Mais, l'héritage sportif ne se décrète pas, il se construit. Les Jeux ne sont pas « magiques » et ne peuvent pas tout (Bourbillères, 2024). La justification à outrance des JOP par la voie de l'héritage conduit au désenchantement lorsque l'événement ne répond pas aux promesses annoncées.

Sans investissements, sans vision plus large, sans volonté politique, l'héritage n'est pas performatif. C'est de la communication et Paris 2024 risque de rejoindre la longue liste des occasions manquées comme le furent les JO de Londres en 2012.

1 Sur ce sujet, les auteurs conseillent la lecture de l'article d'Alexandre Morteau dans *La Vie des Idées* : <https://laviedesidees.fr/Les-Jeux-Olympiques-et-la-fabrique-du-consensus>

2 Comité international olympique (2017). *Approche stratégique en matière d'héritage. Une stratégie pour l'avenir*. Lausanne, p. 2.

Souvent cités en exemple pour leur organisation irréprochable et leur promesse d'héritage ambitieux, les Jeux de Londres avaient pour objectif d'augmenter massivement la pratique sportive et voulaient « Inspirer une génération ». Les résultats de l'édition londonienne sont plus mitigés. Depuis 2012, le nombre d'Anglais pratiquant une activité au moins une fois par semaine a baissé pour les populations les plus éloignées du sport, notamment pour les milieux défavorisés.

L'austérité qui suit chaque olympiade a souvent raison de l'héritage. Les coupes budgétaires drastiques dans les services publics ont entraîné un essoufflement rapide. L'expérience de Londres montre que l'élan olympique, aussi puissant soit-il, peut être ébranlé si les politiques publiques ne suivent pas. En effet, à peine les Jeux étaient-ils terminés que les dispositifs mis en place se sont arrêtés. Ce ne sera en rien différent avec Paris 2024. L'édition parisienne suit malheureusement la trajectoire londonienne. Les réductions budgétaires récentes, le gel du plan « 5 000 équipements » et la fin de programmes comme Terre des Jeux ou Génération 2024 fragilisent les promesses d'un héritage durable. Les bénéfices à long terme sont donc loin d'être garantis.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS SE SERAIENT PRIS AUX JEUX, VRAIMENT ?

En apparence, Paris 2024 reste dans les mémoires comme un moment de communion nationale et internationale. Les images des athlètes défilant sur la Seine, des foules vibrantes lors des compétitions et des performances historiques resteront gravées dans

l'imaginaire collectif. Selon une étude indépendante³ réalisée pour le Comité international olympique (CIO), sept personnes sur dix considèrent Paris 2024 comme un « succès » et pensent que les Jeux laisseront un héritage positif.

Pour Paris 2024, l'expérience des spectateurs interrogés a été jugée « excellente » ou « bonne » par 85 % d'entre eux pour les événements avec billets, 95 % pour les événements gratuits et 98 % pour le Marathon pour tous. Selon les chiffres du CIO, 84 % de l'audience mondiale potentielle a été touchée et les Français ont particulièrement suivi les Jeux avec 60 millions de téléspectateurs cumulés pour les Jeux de Paris 2024 et 49 millions pour les Jeux paralympiques⁴. Ainsi, pour Thomas Bach, l'ex-président du CIO, « Paris 2024 a démontré l'attrait mondial sans précédent des Jeux olympiques ». Comme en témoigne « l'engagement sur les plateformes de médias sociaux avec une augmentation de 290 % par rapport à l'édition précédente des Jeux [...]. Ces Jeux olympiques ont véritablement été les Jeux d'une nouvelle ère ». Est-ce vrai ?

Sans minimiser les élans de sincérité et de soutien des Français, les travaux de Mariot (2006) nous invitent à prendre un recul critique sur l'apparente spontanéité des manifestations de liesse collective. Il nous explique en effet ce que de telles performances et mobilisations doivent à des comportements institués, intériorisés, ainsi qu'à des savoir-faire et des techniques opérées par des professionnels

3 Paris 2024 audience and insights report.

<https://stillmed.olympics.com/media/Documents/News/2024/12/Paris-2024-Audience-and-Consumer-Insights-Report.pdf>

4 <https://presse.paris2024.org/assets/synthese-du-rapport-post-jeux-durabilite-et-heritage-de-paris-2024-a4fbf-e0190.html?dl=1>

de l'événementiel et de la communication. Cela doit donc nous conduire à considérer la fabrique de l'engouement et du consensus qui a animé Paris 2024. Les fan zones, la distribution de drapeaux et de portraits d'athlètes dans les stades ou le recrutement de leaders d'ambiance sont autant de dispositifs qui ont participé à la production de comportements festifs et facilité leur mise en scène audiovisuelle et médiatique.

UN ÉLAN QUI S'ESSOUFFLE DÉJÀ

L'effet JO a bien eu lieu, comme après chaque olympiade. Les différentes fédérations sportives françaises ont observé une hausse significative des demandes d'inscriptions. L'INJEP, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, a fait état d'une hausse de 5 % des licences. Certaines disciplines ont davantage tiré leur épingle du jeu. Les fédérations de tennis de table (+ 23 %) ou encore la Fédération française de handisport (+ 21 %) apparaissent comme les principales bénéficiaires des Jeux⁵. La médiatisation des performances du nageur Léon Marchand, des frères Lebrun en tennis de table, ou encore d'Aurélie Aubert à la boccia lors des Jeux paralympiques ont fait des émules.

Pourtant, un an après la clôture, l'effet JO semble déjà retomber, laissant clubs, associations et bénévoles face à de nombreux défis. Faute de structures adaptées et d'encadrants formés, le plus difficile reste à venir : pouvoir accueillir, accompagner et fidéliser ce nouveau public de pratiquants. L'afflux d'adhérents post-JO n'a pas pu être absorbé selon le baromètre « sport santé » réalisé par IPSOS et pour la Fédération

5 Enquête Flash auprès des fédérations sportives 2023 et 2024, INJEP.

française d'éducation physique et de gymnastique volontaire (FFEPGV). 20 % des parents sondés n'ont pas pu inscrire leur enfant dans un club et 10 % des adultes n'ont pas pu s'inscrire eux-mêmes⁶.

Le revers de la médaille n'est pas sans conséquences. Les équipements sportifs sont saturés, les associations sportives manquent d'encadrants. Les clubs se retrouvent en difficulté, contraints de refuser de nouvelles inscriptions. L'héritage sportif est davantage un trompe-l'œil qu'une réalité.

Avant les Jeux, Paris 2024 affichait une ambition forte : faire de cet événement un catalyseur de changement durable, notamment pour encourager les Français à pratiquer davantage de sport. À la fin des Jeux, Vincent Roger, délégué ministériel à la grande cause nationale, était plus réservé : « il faut éviter l'effet Londres, avec une augmentation vertigineuse l'année des Jeux et un retour aux chiffres d'avant l'année d'après ».

Depuis la fin des JO, les décisions prises par les différents gouvernements semblent aller à contre-courant des ambitions affichées avant l'événement. Confrontés à une pression sur les finances publiques, ils ont décidé de réduire les budgets alloués au sport, limitant ainsi les investissements nécessaires pour répondre aux demandes, rénover les équipements ou pérenniser les programmes lancés avant les Jeux.

La situation actuelle se révèle paradoxale. Les clubs et les écoles, qui sont les premiers relais de la pratique sportive, manquent de moyens pour répondre

6 14^e Baromètre Sport-Santé FFEPGV et IPSOS, enquête réalisée en ligne du 2 au 9 décembre 2024 auprès de 2 000 personnes représentatives de la population française de 16 ans et plus, publication le 4 février 2025.

aux ambitions affichées et risquent de constater une baisse des pratiques. Quant aux collectivités locales, également touchées, elles peinent à soutenir la lutte contre la sédentarité et le développement du sport pour tous. Alors que les Jeux de Paris 2024 devaient marquer un tournant pour le sport en France, les baisses de crédits mettent en péril l'héritage et l'avenir du sport en France. Dans le budget décidé début février 2025, le sport perdait 14 % de sa dotation globale.

UN HÉRITAGE SACRIFIÉ ALORS QU'ON LE PENSAIT ENCORE EN CONSTRUCTION

Si une majorité des Français se dit fière de l'organisation des Jeux, un certain scepticisme demeure. L'une des grandes promesses de Paris 2024 était la durabilité. Un an plus tard, les premières évaluations montrent des résultats mitigés. Le village olympique, reconverti en logements à Saint-Denis, répond aux objectifs initiaux de réhabilitation urbaine, mais son coût et sa réalisation ont suscité des controverses et un nombre de malfaçons considérable. Sans parler du fait qu'il n'y a aucun terrain de sport prévu à l'intérieur.

Certaines infrastructures comme le Centre Aquatique Métropole du Grand Paris ou l'Adidas Arena de la Porte de la Chapelle se sont bien intégrées dans le paysage urbain, offrant des possibilités d'organisation pour des événements futurs. La baignabilité de la Seine est devenue une réalité. Tout cela participe à renouveler et redéfinir les espaces urbains dans le nord-est de Paris au risque d'une certaine gentrification.

D'autres critiques persistent sur le coût environnemental des Jeux, notamment en raison des émissions liées aux travaux et aux déplacements internationaux des spectateurs. Paris 2024 est parvenu à réduire de

« La France n'est pas un pays de sport. » Vraiment ?

La réalité est plus nuancée. Alors que Paris 2024 a fait vibrer la nation, l'avenir du sport français est en question. Il occupe une place centrale dans nos débats de société et nos imaginaires.

Puissance sportive, terre d'accueil des plus grands événements, vivier de talents, la France brille... mais son modèle vacille. Elle célèbre le sport qui se regarde, s'enthousiasme pour ses champions. Mais elle peine à valoriser le sport qui se pratique, au quotidien, à l'école comme dans les clubs.

Miroir de nos contradictions, le sport est affaire de pouvoir et de culture : il est le laboratoire où se construit la République de demain.

Dans cet essai, Guillaume Dietsch et Jean-Baptiste Guégan croisent leurs regards et bousculent nos certitudes alors que s'annoncent les Jeux d'hiver 2030.

Plus qu'un état des lieux, les auteurs nous invitent à comprendre ce que le sport dit de la France... et des Français.

En somme, une certaine idée de nous-mêmes.

Guillaume Dietsch est enseignant en STAPS, agrégé d'EPS et auteur d'*Une histoire politique de l'EPS* (2022) et de *Les Jeunes et le Sport. Penser la société de demain* (2024), parus aux Éditions De Boeck Supérieur. Il s'intéresse à la manière dont les pratiques sportives façonnent et reflètent les évolutions sociales, éducatives et culturelles en France.

Jean-Baptiste Guégan est enseignant et spécialiste en géopolitique du sport. Intervenant à SciencesPo Paris, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le sport et ses enjeux comme *Géopolitique du sport, une autre explication du monde* et *Qatar, dominer par le sport, géopolitique d'une ambition* chez Bréal Studyrama ou *La Guerre du sport, une nouvelle géopolitique* chez Tallandier.

17,90 €
ISBN : 978-2-8073-6882-8



9 782807 368828

